

ETAT SOMMAIRE DES FONDS PRIVÉS D'HOMMES POLITIQUES  
DES IV<sup>E</sup> ET V<sup>E</sup> RÉPUBLIQUES  
CONSERVÉS À LA SECTION DES ARCHIVES PRIVÉES.

**586 AP.** Fonds Pierre Abelin  
**365 AP.** Fonds Aurillac  
**552 AP.** Fonds Vincent Auriol  
**543 AP.** Fonds Edouard Balladur  
**519 AP.** Fonds Robert Bichet  
**457 AP.** Fonds Bidault  
**406 AP.** Fonds Bernard Chenot  
**538 AP.** Fonds Claudius-Petit  
[452 AP] **628 Mi.** Fonds Coty  
**307 AP.** Fonds Raoul Dautry  
**456 AP.** Fonds Edouard Depreux  
**404 AP.** Fonds Paul Devinat  
**505 AP.** Fonds Edgar Faure  
**500 AP.** Fonds Giscard d'Estaing  
**331 AP.** Fonds Pierre-Olivier Lapie  
**502 AP.** Fonds François Léotard  
**571 AP.** Fonds Joël Le Theule  
**445 AP.** Fonds André Marie  
**518 AP.** Fonds Marcel-Edmond Naegelen  
**547 AP.** Fonds Gaston Palewski  
**560 AP.** Fonds René Pleven  
**580 AP.** Fonds Christian Pineau  
**491 AP.** Fonds Edgard Pisani  
**555 AP.** Fonds Georges Pompidou  
**449 AP.** Fonds Louis Terrenoire

**586 AP**  
**Fonds Pierre Abelin**

*Dates extrêmes* : 1969-1976

*Importance matérielle* : 46 cartons (586 AP 1-46), 5,60 mètres linéaires

*Modalités d'entrée* : dépôt, 1980

*Conditions d'accès* : sur autorisation

*Instrument de recherche* : état somm. dact., par M. Montero, 1999, 4 p.

*Notice biographique* :

Docteur en droit, diplômé de l'École libre des Sciences politiques, Pierre Abelin (1909-1977) est député républicain populaire de la Vienne de 1945 à 1958 et préside la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale en 1957-1958. Il fait ses classes ministérielles sous la IV<sup>e</sup> République et est successivement secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil chargé de la coordination des services du Commissariat au Plan, de l'Information et des relations avec le Parlement (cabinets Schuman, novembre 1947, juillet et septembre 1948), secrétaire d'Etat aux Finances (cabinet Pinay, septembre-décembre 1952) et secrétaire d'Etat aux affaires économiques (cabinet Edgar Faure, mars 1955-février 1956). Membre du Conseil économique et social représentant les territoires et départements d'outre-mer (1959-1962) et représentant de la France à l'Assemblée du Conseil de l'Europe, Pierre Abelin est maire de Châtellerauld (1959, réélu en 1965 et 1971), conseiller général (1964, réélu en 1970)

de la Vienne, président du conseil général de la Vienne (à partir de 1967) et président du comité d'expansion de la région Poitou-Charentes (1968-1973). Elu à nouveau député de la Vienne (1962-1974), il préside le groupe du Centre démocratique de l'Assemblée nationale (1963-1966) ; membre du comité directeur (1966) et secrétaire général (à partir de 1967) du Centre démocrate, puis membre du groupe Progrès et démocratie, il quitte ce groupe en octobre 1972 et devient non inscrit. Inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux (1973-1974), il est vice-président de l'Assemblée nationale (1973-1974). Ministre de la Coopération du 27 mai 1974 au 12 janvier 1976, Pierre Abelin s'attire une vive popularité chez les chefs d'Etat d'Afrique noire. Mais l'affaire Claustre – Françoise Claustre, ethnologue enlevée par les rebelles du Tibesti – le contraint à s'effacer lors du remaniement ministériel de janvier 1976. Pierre Abelin avait aussi été administrateur de la Compagnie générale de constructions téléphoniques (1961-1972).

*Présentation du contenu :*

9 Membre du Conseil économique et social. 1959-1962.

46 Compagnie générale de constructions téléphoniques, 1968-1971.

13, 24, 30 Député européen, 1968-1974.

18, 28 Président du comité d'expansion de la région Poitou-Charentes, 1969-1975.

2, 5, 7, 14, 31 Secrétaire général du Centre démocrate, 1972-1975.

11, 14, 17-18, Député-maire de Châtelleraut, 1974-1976.

21, 30, 34, 39,

41, 43-45

586 AP 1, 3-4, Ministre de la Coopération : correspondance, documents de travail des conseils des 6, 8, 9-12, 15, ministres, rapports sur la politique de coopération, documentation sur différents pays, 16-27, 29-42 interventions non parlementaires. 1974-1976.

*Sources complémentaires :*

Le Centre historique des Archives nationales conserve le fonds d'archives du Centre démocrate et du Centre des démocrates sociaux sous la cote 541 AP I et II.

*Bibliographie :*

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 755, 875.

*Who's who* 1975-1976, p. 98.

**365 AP**  
**Fonds Aurillac**

*Dates extrêmes :* 1952-1974

*Importance matérielle :* 119 cartons (365 AP 1-117), 15,8 mètres linéaires

*Modalités d'entrée :* dépôt, 1976-1992

*Conditions d'accès :* sur autorisation

*Instrument de recherche :* état somm. dact. par S. d'Huart, 1976, 12 p. ; état somm. dact. (365 AP 86 à 117), par C. Sibille, 2000, 2 p.

*Notice biographique :*

Jean Aurillac (1903-1967) fut directeur de l'Intérieur du gouvernement général de l'A.O.F. (1948-1949), gouverneur de la France d'outre-mer (1953), chef du service des affaires culturelles du ministère des Affaires étrangères, chargé des relations avec les Etats associés (1955-1958), consul général de France à Singapour (mai 1958) et ministre de France en Albanie (1961-1963).

Son fils, Michel Aurillac (né en 1928), ancien élève de l'Ecole nationale d'administration et maître des requêtes au Conseil d'Etat, a fait partie en 1958 du groupe de travail, présidé par Michel Debré, chargé de préparer la nouvelle Constitution. Directeur de cabinet de Léopold Sendar Sengor (ministre-conseiller du gouvernement, 1959), Michel Aurillac a ensuite présidé la section du contentieux de la Cour suprême du Sénégal (1960). Réintégré au Conseil d'Etat (1963), il a été conseiller technique au cabinet de Georges Pompidou, alors Premier ministre, puis préfet de l'Indre (1965), secrétaire général de la préfecture de la région parisienne (1969), préfet de l'Essonne (1969), de la région Picardie et du département de la Somme (1973-1974), de la région Provence-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône (1976-1977). Il a été député de l'Indre de 1978 à 1981 et à nouveau à partir de 1986, ainsi que vice-président du conseil général du même département de 1985 à 1992. Michel Aurillac a été ministre de la Coopération de 1986 à 1988, dans le gouvernement de Jacques Chirac. Depuis 1997, il est vice-président de la cour d'arbitrage de la chambre de commerce internationale.

*Présentation du contenu :*

365 AP 1-5 Graffeuil, résident général au Tonkin (Annam). 1915-1930.

6 Jean Aurillac : journal d'internement par les Japonais à Saï gon et Loc Nin, de mars à octobre 1945, rapports, notes, correspondance, imprimés, conférences. 1945-1958.

7-117 Michel Aurillac.

7-85 Algérie (1956-1958). Conseil d'Etat (1953-1965). Constitution de 1958. Sahara. Afrique (1958-1964). Cabinet du Premier ministre (1963-1967). Préfecture de l'Indre (1968-1969). Préfecture de l'Essonne (1969-1973). Préfecture de la Région Provence-Côte d'Azur et préfecture des Bouches-du-Rhône (1977). Députation de l'Indre (1978-1981).

86-117 Michel Aurillac ministre de la Coopération du gouvernement Chirac et député de l'Indre. 1986-1988.

*Sources complémentaires :*

Se reporter, au Centre historique des Archives nationales, aux enregistrements d'entretiens avec Michel Aurillac (2 AV).

*Bibliographie :*

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 877.

**552 AP**

**Fonds Vincent Auriol**

*Dates extrêmes :* 1884-1965

*Importance matérielle :* 269 cartons (552 AP 1-269), 35 mètres linéaires

*Modalités d'entrée :* dépôt, 1971

*Conditions d'accès :* sur autorisation

*Instrument de recherche :* rép. num. dact., index et table de concordance dans "Archives de la présidence de la République, IV<sup>e</sup> République" (4 AG, 452 AP, 552 AP), par F. Adnès, 1999, 156-37 p. et 5 p. non paginées ; inv. anal. et index, par M.-G. Chevignard-Séguret, 1975-1981, 11 vol., 1542 p.

*Notice biographique :*

Avocat, journaliste et gendre du syndicaliste Aucoeurier proche de Jean Jaurès, Vincent Auriol (1884-1966) milita dès 1905 dans les rangs du parti socialiste et fut député S.F.I.O. de la Haute-Garonne de 1914 à 1942. Comme président de la commission des Finances à la Chambre, il participa aux négociations sur la dette franco-américaine. Il fut ministre des Finances dans le gouvernement Blum du Front populaire (1936) puis ministre de la Justice dans le cabinet Chautemps (1937). Proche de Blum, il se vit confier, du 13 mars au 9 avril 1938, le ministère de la Coordination des services de la présidence du Conseil. Ayant refusé d'appuyer le régime de Pétain, il gagna Londres en 1943. Après 1945, il reprit ses activités politiques et fut nommé ministre d'Etat dans le second ministère de la Libération (21 novembre 1945-25 janvier 1946). On lui confia alors la charge des rapports avec le Parlement. Comme membre du gouvernement, Auriol fut le délégué de la France à la première session de l'Organisation des Nations Unies. En 1945 et 1946, il présida les deux assemblées nationales constituantes et fut député de la Haute-Garonne à l'Assemblée nationale de 1946 à 1947. Elu président de la IV<sup>e</sup> République en 1947 par le congrès réuni à Versailles, il exerça pendant toute la durée de son mandat (1947-1954) une influence réelle sur le régime, en favorisant une voie moyenne. Comme président de l'Union française, il tenta de donner vie aux institutions de l'Union, entreprit dès le lendemain de son élection un grand voyage en Afrique noire et entretint des relations étroites avec le Sultan du Maroc et le Bey de Tunis. Au Conseil supérieur de la magistrature, il exerça le droit de grâce avec le plus grand libéralisme. Le 6 novembre 1951, ce fut lui qui ouvrit, par un important discours, la seconde session de l'Assemblée générale de l'O.N.U. Après son septennat, Vincent Auriol se vit conférer en décembre 1954 le titre de président d'honneur de la fédération mondiale des anciens combattants et médaillés de la Résistance. En mai 1958, il sortit de sa réserve pour aller défendre devant le groupe parlementaire socialiste la candidature du général de Gaulle à la présidence du Conseil. Membre de droit et à vie du Conseil constitutionnel en vertu de la Constitution du 4 octobre 1958, Auriol démissionna du parti socialiste à la fin de l'année 1958. Il est l'auteur d'un *Journal du septennat (1947-1954)*.

*Présentation du contenu :*

- 552 AP 1-14 Les débuts de Vincent Auriol et Vincent Auriol député. 1884-1936.
- 15-25 Ministre. 4 juin 1936-8 avril 1938.
- 25 (suite)-35 Parlementaire et militant socialiste, de l'avant-guerre à la Libération. Avril 1938-août 1944.
- 35 (suite)-41 Elu socialiste, membre des Assemblées et ministre d'Etat. Septembre 1944-1946.
- 42-149 Président de la République. 16 janvier 1947-16 janvier 1954.
- 150-187 Activité en France et à l'étranger après son septennat. 1954-1965.
- 188-269 Photographies.

*Sources complémentaires :*

Voir aussi les archives de la Présidence de la République conservées sous la cote 4 AG.

*Bibliographie :*

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 360.

**543 AP**  
**Fonds Edouard Balladur**

*Dates extrêmes :* 1953-1995

*Importance matérielle :* 41 cartons (543 AP 1-41), supplément, 48 mètres linéaires

*Modalités d'entrée :* dépôt, 1992

*Conditions d'accès :* sur autorisation

*Instrument de recherche* : rép. num. (543 AP 1-41), dans *Archives de la présidence de la République. V<sup>e</sup> République. Georges Pompidou, 19 juin 1969-2 avril 1974*, par S. Bula, J. Irigoien, C. Obert, 1996, 272 p.

*Notice biographique* :

Chargé de mission (1964) puis conseiller technique auprès de Georges Pompidou (1966-1968), Edouard Balladur (né en 1929) a été, après l'élection de ce dernier, secrétaire général adjoint (1969) puis secrétaire général de la présidence de la République (1973-1974). Président-directeur général de la Générale de service informatique (1977-1986), président de la Compagnie européenne d'accumulateurs (1980-1986), Edouard Balladur a aussi été conseiller d'Etat (1984-1988). Lors de la première cohabitation entre le gouvernement Chirac et le président Mitterrand, il a été ministre de l'Economie, des Finances et de la Privatisation (1986-1988) : partisan d'une économie libérale, il a conduit la privatisation de plusieurs grandes entreprises publiques. Après la victoire massive de l'Union pour la France (R.P.R. et U.D.F.) aux élections législatives de mars 1993, il a été Premier ministre, tandis que débutait une nouvelle période de cohabitation (1993-1995). Candidat à l'élection présidentielle de 1995, il est député de Paris depuis 1986, avec des interruptions durant ses fonctions ministérielles.

*Présentation du contenu* :

- 543 AP 1 Stage d'Edouard Balladur à la préfecture de la Charente durant sa scolarité à l'Ecole nationale d'administration (E.N.A.). Versement des archives de Georges Pompidou aux Archives nationales. Notes manuscrites et textes dactylographiés d'Edouard Balladur en vue de la rédaction de ses *Mémoires*. 1953-1980.
- 2 Photocopies de textes manuscrits de Georges Pompidou.
- 3-14 Cabinet de Georges Pompidou, Premier ministre. 1964-1968.
- 15-41 Secrétariat général de la Présidence de la République. 1969-1974.

*Sources complémentaires* :

Les archives du cabinet d'Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'Economie, des Finances et de la Privatisation, ont été versées au Centre des archives contemporaines de Fontainebleau en 1988. Un supplément a été versé au Centre des archives contemporaines en juin 1999 : activités avant 1986 ; ministre de l'Economie, des Finances et de la Privatisation (1986-1988) ; activités entre 1988 et 1993 ; Premier ministre (1993-1995) ; ouvrages.

*Bibliographie* :

*Who's who*, 2000, p. 162-163.

**519 AP**  
**Fonds Robert Bichet**

*Dates extrêmes* : 1946-1970

*Importance matérielle* : 15 cartons (519 AP 1-16), 2 mètres linéaires

*Modalités d'entrée* : don de monsieur Robert Bichet, 1991-1993

*Conditions d'accès* : libre

*Instrument de recherche* : rép. num. dact., par M.-T. Chabard [1991-1993], 4 p.

*Notice biographique* :

Robert Bichet (1903-2000), ingénieur des arts et métiers, prit part à la Résistance. Avec P.-H. Teitgen et Francisque Gay, il organisa l'Information clandestine en Bourgogne et en Franche-Comté, assura la parution et la diffusion du journal *Résistance* et fut correspondant des *Cahiers du Témoignage chrétien*. Au sein du Comité départemental de la Libération du Doubs, il représenta les démocrates chrétiens. A la Libération, il fut directeur régional de l'Information à Dijon puis secrétaire général du

Mouvement républicain populaire. Il fut nommé à la tête des services de l'Information par le général de Gaulle, chef du gouvernement provisoire de la République. Il fut secrétaire d'Etat à l'information dans le cabinet de Georges Bidault, de juin à novembre 1946, et fut à l'origine de la " loi Bichet " de 1947 qui régit encore les messageries de presse.

Député de Seine-et-Oise de 1945 à 1958, Robert Bichet présida la commission de la productivité de l'Assemblée nationale. Conseiller municipal puis maire et conseiller général d'Ermont (Val-d'Oise) de 1953 à 1971, il fut membre du conseil régional d'Ile-de-France. Il milita dès 1947 en faveur de la construction européenne. Délégué français à l'assemblée européenne de Strasbourg, il en fut vice-président de 1949 à 1959 et il fut l'un des créateurs du drapeau européen. Il présida également le conseil supérieur du pétrole de 1953 à 1960. En 1947, Robert Bichet avait fondé l'association " Nouvelles Equipes internationales-Union internationale des démocrates chrétiens ", qui succéda aux " Nouvelles équipes françaises " fondées avant 1939 par Georges Bidault.

*Présentation du contenu :*

- 519 AP 1 Documents généraux concernant Robert Bichet.
- 2 Secrétaire d'Etat à l'Information. 1946.
- 3 Information et presse. 1946-1950.
- 4 Réunion générale des attachés d'information à l'étranger. Paris, 27 mai-5 juin 1947.
- 5 Réformes : propositions diverses et interventions de Robert Bichet. 1948-1962.
- 6 Résistance.  
Gouvernement Pflimlin et arrivée de De Gaulle. 28 mai-1<sup>er</sup> juin 1958.  
Regroupement des partis, mouvements, clubs. 1963-1970.
- 7 Conseil supérieur du Pétrole. 1952-1955.
- 8 Nouvelles équipes françaises.
- 9-10 Nouvelles équipes internationales. 1947-1960.
- 11-12 Secrétaire général du Mouvement républicain populaire (M.R.P.). 1944-1959.
- 13-16 Europe : brochures imprimées diverses. 1951-1965.

*Bibliographie :*

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 761.

**457 AP**

**Fonds Georges Bidault**

*Dates extrêmes :* XX<sup>e</sup> s.

*Importance matérielle :* 188 cartons (457 AP 1-188), 22,60 mètres linéaires

*Modalités d'entrée :*

- 457 AP 1-165 : dons de madame Bidault et de son neveu, M. Georges Bidault, 1984-1998
- 457 AP 166-188 : dépôt, 1983

*Conditions d'accès :*

- 457 AP 1-165 : conformément à la loi du 3 janvier 1979 sur les archives
- 457 AP 166-188 : sur autorisation

*Instrument de recherche :* *Papiers Georges Bidault (457 AP). Inventaire*, par J. Irigoien et P. Gillet, Archives nationales, 1993, 77 p.

*Notice biographique :*

Après sa libération de l'armée en 1918, Georges Bidault (1899-1983) devient professeur agrégé d'histoire, en poste à Valenciennes (1925-1926), Reims (1926-1931), Paris (1931-1939) et Lyon (1942-1943). Proche du Sillon de Marc Sangnier, il milite dans divers mouvements démocrates-chrétiens et notamment au sein du Parti démocrate populaire dont il devient l'un des leaders. Engagé en 1940, il est fait prisonnier de guerre puis relâché sur la foi d'un faux certificat médical. Il rentre dans la Résistance,

est porte-parole du mouvement Combat puis préside le Conseil national de la Résistance à la mort de Jean Moulin en 1943. A la Libération, il contribue à fonder le Mouvement républicain populaire, dont il devient le deuxième président, de 1949 à 1952. Le général de Gaulle lui confie en octobre 1944 le portefeuille des Affaires étrangères, qu'il conserve jusqu'en décembre 1946, exerçant la même fonction à plusieurs reprises jusqu'en juin 1954. Après avoir été six mois président du gouvernement provisoire (et ministre des Affaires étrangères, de juin à décembre 1946), Georges Bidault est investi Président du Conseil en octobre 1949 et à nouveau pressenti en juin 1952. C'est sous son impulsion que la France rentre dans l'OTAN en 1949. Il défend par ailleurs l'Union française et se déclare favorable à la Communauté européenne de défense (C.E.D.). Lors des négociations internationales de Genève qui suivent le désastre de Diên Biên Phu, Georges Bidault est récusé par les Soviétiques ; le gouvernement Laniel tombe, et Georges Bidault est remplacé par Pierre Mendès France qui cumule les Affaires étrangères et la présidence du Conseil. Bidault prend totalement fait et cause pour les positions de l'Algérie française. Il quitte le M.R.P. en 1958 et crée la Démocratie chrétienne de France. Il s'oppose violemment à la politique algérienne du général de Gaulle, au point d'être recherché pour complot contre la sûreté de l'Etat. Son immunité parlementaire est levée en 1962, et Georges Bidault est contraint à l'exil, se fixant finalement au Brésil où il ressuscite le CNR. Après l'amnistie de 1968, il fonde le Mouvement pour la justice et la liberté. Georges Bidault avait également été député de la Loire (1945, réélu en 1946, 1951 et 1956).

*Présentation du contenu :*

457 AP 1-133 Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères. 1944-1948 et 1953-1954.

- 1-5 Conférences internationales et organisation des Nations unies. 1944-1954.
- 6-19 Conférences internationales et conseils des ministres des Affaires étrangères. 1945-1948.
- 20-22 Plan Marshall. 1947-1948.
- 23-24 Traité de Bruxelles. 17 mars 1948.
- 25-27 Pacte atlantique. 1948-1969.
- 28-43 Europe : conseil de l'Europe, plan Schuman et Communauté européenne du charbon et de l'acier, Communauté européenne de défense, Communauté politique européenne, pool vert (organisation européenne des marchés agricoles). 1948-1968.
- 44-51 Relations internationales et bilatérales. 1953-1955.
- 52-55 Indochine. 1953-1959.
- 56-59 Documentation. 1946-1958.
- 60-133 Dossiers classés par pays ou zones géographiques : Allemagne, Autriche, Tchécoslovaquie, Hongrie, Europe centrale et orientale, Empire britannique, Etats-Unis, Arctique et Antarctique, Amérique latine, U.R.S.S., Pologne, Italie, Balkans, Grèce, Yougoslavie, Roumanie, Bulgarie, Albanie, Turquie, Espagne, Portugal, Belgique, Danemark, Finlande, Luxembourg, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Vatican, Union française, Afrique du Nord, Algérie, Tunisie, Maroc, Afrique noire et Madagascar, Proche-Orient et Moyen-Orient, Asie et Extrême-Orient. 1944-1969.

457 AP 134-168 Politique intérieure de la France. 1940-1959.

- 134-135 Gouvernement de Vichy. 1940-1954.
- 135-136 Politique générale. 1944-1955.
- 137-140 Ministère des Affaires étrangères : réorganisation du ministère, personnel, budget. 1944-1963.
- 141-143 Premier gouvernement Georges Bidault. 24 juin-16 décembre 1946.
- 144-149 Deuxième gouvernement Georges Bidault. 28-29 octobre 1949-2 juillet

1950.  
150-162 Séquelles de la guerre, Résistance, épuration ; Défense nationale. 1945-1956.  
163-168 Affaires de presse, Mouvement républicain populaire (M.R.P.). 1946-1959.  
457 AP 169-188 Papiers personnels de Georges Bidault, dont correspondance. 1943-1974.

*Sources complémentaires :*

Aux Archives du ministère des Affaires étrangères sont conservés le fonds du Cabinet du ministre de 1944 à 1953, le fonds du Secrétariat général de 1945 à 1954 et celui du Secrétariat des conférences de 1945 à 1955. Le Centre historique des Archives nationales détient les archives du M.R.P. sous la cote 350 AP et le Service historique de l'armée de terre, celles du cabinet du ministre de la Défense (sous-série 1 R). Quant à la correspondance parlementaire de Georges Bidault, elle se trouve aux Archives départementales de la Loire (sous-série 57 J).

*Bibliographie :*

Informations extraites de *Papiers Georges Bidault (457 AP). Inventaire*, par J. Irigoien et P. Gillet. *Georges Bidault (1899-1983)*, bulletin de l'association des "Amis de Georges Bidault", janvier 1986.

**406 AP**  
**Fonds Bernard Chenot**

*Dates extrêmes :* 1932-1979

*Importance matérielle :* 37 cartons (406 AP 1-37), 6 mètres linéaires

*Modalités d'entrée :* dépôt, 1976-1980

*Conditions d'accès :* sur autorisation

*Instrument de recherche :* état somm. dact. (406 AP 1-16), par S. d'Huart, 1976, 1 p. ; état somm. dact. (406 AP 17-37), par C. Sibille, 2000, 4 p.

*Notice biographique :*

Licencié en droit et diplômé de l'École libre des sciences politiques, Bernard Chenot (1909-1995), entre en 1932 au Conseil d'État comme auditeur et dirige plusieurs cabinets ministériels, avant d'être délégué général au Tourisme (1938-1942). Après la Guerre, il devient secrétaire général des Houillères du Nord (1945-1946), puis secrétaire général du Conseil économique en 1951. Parallèlement, il est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris. En juin 1958, le général de Gaulle le nomme ministre de la Santé publique (1958-1961), puis garde des Sceaux (1961-1962). Lorsque Georges Pompidou arrive à Matignon en 1962, Bernard Chenot le remplace pendant deux ans au Conseil constitutionnel. Il effectue ensuite un détour dans le secteur privé. En 1964, il est nommé à la présidence de la Compagnie des assurances générales qui devient sous son autorité les AGF. En janvier 1971, il réintègre le Conseil d'État, dont il devient six mois plus tard vice-président. Il assume cette fonction jusqu'en 1978, date à laquelle il est admis à la retraite. Grand-croix de la Légion d'honneur, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques, Bernard Chenot a laissé plusieurs ouvrages, notamment : *Les entreprises nationalisées* (1956), *Etre ministre* (1967), *Référendum* (1969), *L'hôpital en question* (1970), *Réflexions sur la cité* (1981).

*Présentation du contenu :*

406 AP 1-3 Conseil d'État : notes et rapports (1932-1945), section du contentieux, rôles de 1948.

4-8 Documentation diverse : questions économiques (1944-1957), tourisme, notamment

- en Corse (1940-1957), Commissariat général au Plan (1946), cours sur les " Institutions administratives " (1954-1957), colloque juridique magistrats-assureurs (1964).
- 9-11 Elections municipales (1965). Elections législatives (juin 1968). Demandes d'interventions (1964-1970).
- 12-15 Assurances générales de France (1964-1970).
- 16, 20-29 Agendas, correspondance personnelle, presse et documentation rassemblée par Bernard Chenot sur des sujets d'actualité. 1964-1970.
- 17 Textes d'allocutions et de discours. 1971-1978.
- 18-19 Remise de l'épée d'académicien ; félicitations ; invitations. 1971-1978.
- 30-32 Documentation sur la vie politique, des questions économiques, sur le Commissariat général au Plan. 1944-1957.
- 33, 36 Notes et rapports de la section du contentieux du Conseil d'Etat. 1932-1948
- 34 Dossier d'arbitrage entre la Société pour la valorisation des produits bruts (SOVAP) et Esso International Inc. 1970.
- 35, 37 Bernard Chenot président des Assurances générales de France : documentation rassemblée pour une table ronde sur la sécurité routière. 1970.

*Bibliographie :*

*Who's who*, 1991-1992, p. 434.

**538 AP**  
**Fonds Claudius-Petit**

*Dates extrêmes :* XX<sup>e</sup> s.

*Importance matérielle :* 109 cartons (538 AP 1-110), 21 mètres linéaires

*Modalités d'entrée :* don, 1990-1992

*Conditions d'accès :* sur dérogation

*Instrument de recherche :* état somm. dact., par C. Sibille, 2000, 9 p.

*Notice biographique :*

Ebéniste puis professeur de dessin, Eugène Petit (1907-1989) a acquis son surnom de Claudius dans la Résistance. Son action au ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, de 1948 à 1953, s'est avant tout caractérisée par un effort de décentralisation et de déconcentration ; c'est également lui qui a lancé les premiers plans nationaux d'aménagement du territoire. Fervent européen, il démissionne du cabinet Mendès-France après l'échec de la communauté européenne de défense en septembre 1954, et ne reviendra plus au gouvernement. Eugène Claudius-Petit, qui était l'un des fondateurs de l'Union démocratique et socialiste de la résistance (U.D.S.R.), se rapproche des gaullistes après 1958, puis du centre droit (Progrès et démocratie moderne, Union centriste, puis Centre Démocratie et Progrès et enfin Centre des démocrates sociaux), s'intéressant surtout aux questions liées aux droits de l'homme et au logement social.

En 1959, Eugène Claudius-Petit est élu vice-président de l'Assemblée nationale. A partir des années 1960, il cumule les fonctions. Il est simultanément président de l'Union centrale des arts décoratifs et du Centre national d'études et d'initiatives du logement. Président du comité d'expansion de la Loire (1959-1973), il a recours, dans sa propre ville de Firminy, à des urbanistes et des architectes novateurs, tels Le Corbusier. Mais surtout, il fonde et préside la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs immigrés (SONACOTRA) de 1956 à 1977. Au tout début des années 1960, celle-ci est submergée par le besoin en logement provisoire des rapatriés d'Algérie. Très rapidement, l'activité de la société se diversifie et passe du locatif aux cités de transit, du préfabriqué aux opérations d'accession à la propriété, du foyer pour travailleurs migrants, jeunes travailleurs ou

personnes âgées aux opérations de rénovation urbaine ou de résorption de bidonvilles, comme celui de Nanterre, par exemple. Pour réaliser un tel travail, E. Claudius-Petit s'adjoint les services de sociétés H.L.M. pour les régions dont les besoins sont plus importants. Cinq sociétés sont ainsi créées : " Logi-Est " à Metz, "Logirel" à Lyon, "Logirem" à Marseille, "Logirep" à Paris et " Logi-Ouest " à Angers. A soixante-dix ans, il quitte définitivement la Sonacotra. En 1978, il se retire de la vie politique, néanmoins il continue ponctuellement de se mêler de politique ou d'architecture. E. Claudius-Petit meurt à Paris le 24 octobre 1989.

*Présentation du contenu :*

- 538 AP 1 Archives personnelles.
- 2, 86, 98 Affaires d'Algérie. 1944-1979.
  - 3-13 Minutes du courrier départ. 1955-1980.
  - 14-15 Mouvement de Libération nationale.1944-1945.
  - 16-20 Union démocratique et socialiste de la résistance. 1947-1957.
  - 21-32 Conférences, discours, exposés, articles d'E. Claudius-Petit. 1945-1977.
  - 33-44 Dossiers de voyages d'Eugène Claudius-Petit, ministre et parlementaire. 1948-1974.
  - 45-53 Elections dans la Loire (1948-1973) et à Paris (1973-1978).
    - 54 Vice-président de l'Assemblée nationale. 1968-1971.
    - 55-58 Président du groupe " Progrès et démocratie moderne " de l'Assemblée nationale. 1967-1973.
  - 59-73, 80, 88-89 Débats parlementaires concernant notamment la construction et l'urbanisme, la lutte contre l'alcoolisme. 1946-1979.
- 74-76, 94, 106-107 Dossiers de documentation comportant de la correspondance, des notes et des coupures de presse.
  - 85, 102, 103 Dossiers individuels de correspondance (classement par correspondant). 1950-1978.
  - 77-78, 80, 82-83, Ministre de la Reconstruction et de l'urbanisme : aménagement du territoire et problèmes du logement.
    - 93, 100, 108
  - 79, 83, 86, Député de la Loire et maire de Firminy : problèmes d'urbanisme.
    - 91-92, 95-96, 101,
    - 103-105
  - 75, 98 Président de l'Union centrale des arts décoratifs. 1961-1979.
  - 81, 84, 90, 97, 99 Archives provenant de la Sonacotra. Administration et direction de la Sonacotra, relations avec les " Logi " et différentes associations.

- 109 Numéros d'*Opinions*, journal dirigé par Claudius-Petit, n° 1-270. Mars 1949-mars 1965.  
Numéros du journal *Parallèles*. Mars 1951-février 1952.
- 110 Affiches d'après-guerre : du Mouvement de libération nationale (M.L.N.), de l'U.D.S.R., de la Libération en général.

*Bibliographie :*

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 774.

POUVREAU (Benoît), *E. Claudius-Petit, un politique en architecture*, mémoire de formation doctorale en histoire de l'art, sous la direction de G. Monnier, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, 1995.

[452 AP]  
**628 Mi**  
**Fonds Coty**

*Dates extrêmes :* 1843-1983

*Importance matérielle :* 2 bobines de microfilm (628 Mi 1-2)

*Modalités d'entrée :* prêt pour microfilm, 1984

*Conditions d'accès :* libre

*Instrument de recherche :* rép. num. dact. dans " Archives de la présidence de la République , IV<sup>e</sup> République (4 AG, 452 AP, 552 AP) ", par F. Adnès, 1999, 7 p.

*Notice biographique :*

Avocat, député républicain de gauche (1923-1935), sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur (1930) puis sénateur (1935-1940), René Coty (1882-1962) présida le groupe des Indépendants à l'Assemblée nationale (1946), fut nommé ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (1947-1948) et élu membre du Conseil de la République (1948-1954). Président de la IV<sup>e</sup> République (16 janvier 1954-8 janvier 1959), il se prononça pour le retour du général de Gaulle après la crise du 13 mai 1958 à Alger (message du 29 mai 1958) et lui abandonna ses fonctions présidentielles lorsque furent mises en place les institutions de la V<sup>e</sup> République.

*Présentation du contenu :*

Eléments d'ordre biographique. 1843-1981.

Elections. 1908-1959.

Ecrits et prises de position de René Coty. 1927-1962.

Correspondance. 1948-1958.

Caricatures et dédicaces. 1953-1962, 1982 et s.d.

Voyages. 1954-1958.

Hommages, félicitations et témoignages de sympathie. 1935-1982.

Timbres à l'effigie du président. 1959-1982 et s.d.

Après la Présidence.

Documentation. 1884-1983 et s.d.

*Sources complémentaires :*

Un microfilm identique existe aux Archives départementales de Seine-Maritime (1 Mi 1046). Les archives des fonctions présidentielles de René Coty (16 janvier 1954-8 janvier 1959) sont conservées aux Archives nationales en sous-série 4 AG : dossiers provenant d'une part, du Secrétariat général de

la Présidence, du Secrétariat général militaire, des Secrétaires généraux du Haut Conseil de l'Union française et du Conseil supérieur de la magistrature, d'autre part du Commandant militaire et des services de la Présidence.

*Bibliographie :*

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin 1990, p. 419-420.

**307 AP**  
**Fonds Raoul Dautry**

*Dates extrêmes :* 1891-1961

*Importance matérielle :* 296 cartons (307 AP 1-302), supplément, 45,6 mètres linéaires

*Modalités d'entrée :* don de mesdames Lucius, Philippot et Laborde, nées Dautry, 1969-1970

*Conditions d'accès :* sur dérogation

*Instrument de recherche :* inv. anal. dact. (307 AP 1 à 22), par D. Langlois-Berthelot, 20 p. ; rép num. dact. (307 AP 23 à 302), par M. Guillot, 1985, 120 p., index dact., 45 p.

*Notice biographique :*

Polytechnicien attaché au service de la voie à la Compagnie des chemins de fer du Nord (1903), Raoul Dautry (1880-1951) organisa, durant la Première Guerre mondiale, le réseau en faveur de la Défense nationale. Ingénieur en chef chargé de la reconstruction des voies, ouvrages d'art, bâtiments et signaux, des études et de la construction des cités-jardins (1919-1920), expert au Conseil économique et social (1926), il fut nommé par Tardieu à la direction générale du réseau de l'Ouest-Etat (1928), où il se signala par sa méthode de gestion, et il contribua à la formation de la S.N.C.F. (1938). Parallèlement, en 1931, il avait été chargé par le gouvernement de présider et de réorganiser la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie aéropostale. Au début de la drôle de guerre, Daladier créa pour lui le ministère de l'Armement (13 septembre 1939-16 juin 1940). Il réussit à acheter la réserve d'eau lourde de Norvège avant que les Allemands envahissent ce pays et à la faire transporter en France puis évacuer en Angleterre avant que la France soit à son tour envahie. En 1940, Dautry se prononça contre l'armistice et quitta le gouvernement pour se retirer dans le Vaucluse. Chargé en 1944 de réorganiser le secours national, il prit le portefeuille de la Reconstruction et de l'Urbanisme (16 novembre 1944-25 janvier 1946) puis fut nommé administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique qu'il avait organisé (1946). Président de la Fondation internationale de la Cité universitaire et le Conseil national français pour le mouvement européen, Raoul Dautry fut maire de Lourmarin (Vaucluse) de 1945 à 1951. Membre de l'Institut de France, il a laissé outre des plaquettes et un grand nombre de préfaces ou d'avant-propos sur les chemins de fer, les transports, la reconstruction, l'urbanisme et l'organisation du travail, un recueil de conférences et de discours, *Métier d'homme* (1937).

*Présentation du contenu :*

307 AP 1-3 Papiers personnels et notices biographiques.

4-59 Notes, articles et conférences.

60-94 Réseau du Nord ; S.N.C.F. ; transports ; aéropostale. 1918-1938.

95-103 Grands travaux. 1934-1936.

104-135 Ministre de l'Armement. 1937-1940.

136-145 Armistice, procès de Riom, procès Pétain. 1940-1945.

146-157 Les transports dans la vie des nations : cours à Sciences Po et projet d'ouvrage. 1940-1944.

158-161 Directeur du Secours social. 1944-1945.

162-195 Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme. 1944-1946.

196-240 Commissariat à l'énergie atomique. 1944-1953.

241-268 Associations et sociétés diverses. 1922-1945.

- 269-274 Membre du Mouvement européen. 1948-1951.
- 275-283 Président de la Cité universitaire. 1937-1951.
- 284-296 Maire de Lourmarin. 1945-1951.
- 297-299 Membre de l'Institut de France. 1946-1951.
- 300 *Métier d'homme* : manuscrit de et correspondance.
- 301 Plan de classement du fonds Dautry, notes.
- 302 Photographies.

Supplément non coté.

*Sources complémentaires :*

Le Centre historique des Archives nationales conserve les archives de Jacques Lucius, gendre de Raoul Dautry, sous la cote 606 AP.

*Bibliographie :*

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 428.

*Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, Paris : Presse universitaires de France, 1966, p. 1252-15253.

## 456 AP Fonds Edouard Depreux

*Dates extrêmes* : 1910-1980

*Importance matérielle* : 13 cartons (456 AP 1-13), 1,70 mètres linéaires

*Modalités d'entrée* : don, 1982

*Conditions d'accès* : libre

*Instrument de recherche* : rép. num. dact., par J. Pouessel, 1985, 9 p.

*Notice biographique :*

Avocat, puis chef de cabinet de Vincent Auriol, ministre de la Justice (1937-1938), Edouard Depreux (1898-1981) avait été nommé en 1941 président du conseil départemental de la Seine, poste qu'il refusa. Son engagement dans la Résistance lui valut d'être arrêté peu après. Il s'évada sans tarder. Député aux deux Assemblées constituantes (1945-1946), député du 4<sup>e</sup> secteur de la Seine (1946, 1951 et 1956-1958), l'un des piliers de la S.F.I.O. au gouvernement, il dénonça comme ministre de l'Intérieur un assez confus "Plan bleu" de la droite et de l'extrême droite françaises, visant à extirper le bolchevisme d'Occident (1947), ce qui lui permit surtout de compromettre le R.P.F. C'est également lui qui fut à l'origine du statut de l'Algérie de septembre 1947. Ministre de l'Education nationale du 12 février au 26 juillet 1948, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, il fut toutefois conduit à quitter la S.F.I.O. en 1958 pour fonder avec d'autres le Parti socialiste autonome puis le Parti socialiste unifié à la suite d'un désaccord sur la politique algérienne. Maire (1944-1959) puis conseiller municipal (1959-1965) de Sceaux, ancien président de la Haute-Cour de justice, Edouard Depreux laissa plusieurs œuvres : *Renouveau du socialisme* (1960), *Souvenirs d'un militant* (1972), *Servitude et grandeur du P.S.U.* (1974).

*Présentation du contenu :*

- 456 AP 1 Diplômes. Livret et papiers militaires. Conseiller municipal et conseiller général de Sceaux. 1915-1952.
- 2 Commissaire de la République. Médaille de la Résistance. Maire de Sceaux et député de la Seine. 1943-1973.
- 3 Ministre de l'Intérieur et de l'Education nationale. 1946-1948.
- 4 Dossiers constitués sur Auriol, Blum et De Gaulle. 1938-1981.

- 5 Papiers politiques : S.F.I.O., P.S.A. et P.S.U. 1935-1980.
- 6 Militants socialistes.
- 7 Voyages et étranger. 1954-1956.
- 8 Dossiers historiques et littéraires.
- 9-10 La ville de Sceaux.
- 11 Localités de la région parisienne.
- 12-13 Livres d'Edouard Depreux, coupures de presse et correspondance. 1932-1979.

*Sources complémentaires :*

Voir aussi, au Centre historique des Archives nationales, le fonds du P.S.U. (581 AP).

L'enregistrement d'une émission radiodiffusée sur le lycée Lakanal, avec le régisseur Albert, Christian Boussus, Pierre Cour, Edouard Depreux, Jacques Deval, Maurice Genevoix, Frédéric Joliot-Curie, Louis Joxe et Maurice Toesca (R.T.F.) du 8 février 1953 est conservé au Centre historique des Archives nationales sous la cote 5 AV 56-64.

*Bibliographie :*

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 784.

**404 AP**  
**Fonds Paul Devinat**

*Dates extrêmes :* 1940-1964

*Importance matérielle :* 30 cartons (404 AP 1-30), 5 mètres linéaires

*Modalités d'entrée :* don de monsieur Paul Devinat, 1980

*Conditions d'accès :* sur dérogation

*Instrument de recherche :* rép. num. détaillé dact., par Ch. de Tourtier-Bonazzi, 1980, 7 p.

*Notice biographique :*

Radical, proche de Henri Queuille, Paul Devinat (1890-1980) fut d'abord universitaire (agrégé d'histoire, il enseigna à l'Institut français de Londres et à l'École de la France d'outre-mer), puis conseiller maître à la Cour des comptes et directeur de plusieurs cabinets sous la III<sup>e</sup> République. Il fut successivement chargé de mission au sous-secrétariat d'Etat à l'Economie nationale (1930-1933), directeur du cabinet du ministre du Commerce, Laurent Eynac (1933-1934), membre des cabinets Daladier, Doumergue puis Flandin, en 1934. Après un bref intermède durant lequel il fut chargé, en 1935, d'organiser l'enseignement commercial en France, au titre d'inspecteur général de l'enseignement technique, il entra au ministère des Travaux public comme directeur du cabinet de Laurent Eynac (1935-1936), avant d'occuper le même poste en 1937, auprès d'Henri Queuille. Avant 1939, Devinat dirigea encore le cabinet de Queuille à l'Agriculture, puis il fut nommé à la tête des Affaires économiques au ministère des Colonies sous Mandel; enfin, il seconda Laurent Eynac au ministère de l'Air en mars 1940. Nommé par Bouthillier, en 1941, conseiller maître à la Cour des comptes, Paul Devinat entra dans la Résistance. Après la guerre, il fut nommé par Henri Queuille secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, et il exerça ces fonctions de septembre 1948 à octobre 1949. Comme secrétaire d'Etat aux Travaux publics et à l'Aviation civile du 2 juillet 1953 au 19 juin 1954, Devinat se consacra aux problèmes de la construction aéronautique et à la réforme d'Air-France. Avant d'entrer au gouvernement, Paul Devinat avait été élu en 1946 député de Saône-et-Loire et il fit partie de nombreuses commissions parlementaires : Affaires étrangères, Finances, Territoires d'outre-mer. C'est ainsi qu'il se rendit en Indochine à plusieurs reprises, pour y contrôler l'utilisation des crédits militaires, puis en Algérie avec la même mission, à Madagascar, à la Réunion, à l'Île Maurice et à Djibouti, et dans les anciennes A.O.F. et A.E.F. Paul Devinat était également président de la banque de l'Union industrielle.

*Présentation du contenu :*

- 404 AP 1-3 Souvenirs de Paul Devinat (1890-1980) recueillis en 1980 par Ch. de Tourtier-Bonazzi, conservateur aux Archives nationales ; Devinat résistant, 1940-1944, puis secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, 1948-1949.
- 4-10 Secrétaire d'Etat aux Travaux publics et à l'Aviation civile. 1953-1954.
- 11-20 Commissions parlementaires : la Défense nationale, l'Indochine, affaires allemandes, Communauté européenne de Défense. 1948-1955.
- 21 Plan Schumann : Communauté européenne du Charbon et de l'Acier. 1951-1952.
- 22-29 Commissions parlementaires : Afrique du Nord, 1950-1957, et Territoires d'outre-mer, 1949-1957.
- 30 Divers, dont voyage de Paul Devinat aux Etats-Unis. 1948-1957.

*Bibliographie :*

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de Ch. de Tourtier-Bonazzi. YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 784.

**505 AP**  
**Fonds Edgar Faure**

*Dates extrêmes :* XX<sup>e</sup> s.

*Importance matérielle :* 420 cartons (505 AP I 1-89 et 505 AP II 1-345), 70 mètres linéaires

*Modalités d'entrée :* dons de monsieur Edgar Faure, de madame Sylvie Faure et de madame Georgette Elgey, 1978-1997

*Conditions d'accès :* sur dérogation

*Instrument de recherche :* état somm. dact. (505 AP I 1-89 et 505 AP II 1-345), par C. Sibille, 2000, 33 p.

*Notice biographique :*

Fils d'un médecin militaire, Edgar Faure naît le 18 août 1908 à Béziers. Agrégé des facultés de droit et diplômé de l'Ecole des langues orientales, Edgar Faure est avocat à la Cour de Paris dès 1929. A la Libération, il devient secrétaire général adjoint chargé des services législatifs de la présidence du Comité français de la Libération, puis du gouvernement provisoire à Alger (juin-juillet 1944) et procureur général adjoint français au Tribunal militaire international de Nuremberg (1945). Edgar Faure se lance alors dans une carrière politique : il est député radical-socialiste du Jura de 1946 à 1958, député du Doubs de 1967 à 1980, président de l'Assemblée nationale de 1973 à 1978, président du conseil de la région Franche-Comté de 1974 à 1981, président du conseil général du Jura de 1949 à 1967, maire de Port-Lesney (Jura) de 1947 à 1970 et de 1983 à 1988, maire de Pontarlier de 1971 à 1977 et sénateur du Jura (1959-1966) et du Doubs (1980). Président du Comité d'expansion économique de Franche-Comté et du territoire de Belfort (1951), puis de la Commission de développement économique régionale de Franche-Comté (1964-1973), il enseigne à la Faculté de droit de Dijon. Edgar Faure occupe également de nombreux postes ministériels : il est à plusieurs reprises Président du Conseil (1952, 1955-1956), ministre des Finances (1949-1951, 1953, 1958), de la Justice (1951), des Affaires étrangères (1955), de l'Agriculture (1966-1968), de l'Education nationale (1968-1969) et des Affaires sociales (1972-1973). Elu à l'Académie française en 1978, Edgar Faure est représentant à l'Assemblée des communautés européennes de 1979 à 1984. Il disparaît en 1988.

*Présentation du contenu :*

505 AP I 20

Papiers personnels.

505 AP II 125, 173, 337

505 AP II 24, 33, 39-40, 81-84, 87, 91, 93-94, 97, 206-207	Professeur à la faculté de droit de Dijon. 1964-1965.
505 AP I 5-38, 67, 70, 81 505 AP II 1-2, 9, 18, 35, 37, 42-45, 49, 58-60, 65-66, 90, 96, 99, 101, 104, 122, 129-130, 156, 166-167, 169-171, 175-177, 181, 185-187, 285	Avocat : dossiers d'affaires plaidées. 1929-1972.
505 AP II 198	Secrétaire général adjoint du gouvernement provisoire. 1944-1946.
505 AP I 73 505 AP II 184, 344-345	Président du Conseil. 1952, 1955-1956.
505 AP I 48 505 AP II 11, 21, 46, 98-99, 110, 127-128, 143, 152-153, 182, 324, 340-342	Ministre des Finances. 1949-1951, 1953, 1958.
505 AP I 77-78 505 AP II 6-7, 70, 115-116, 334	Ministre des Affaires étrangères. 1955.
505 AP II 71, 116, 155, 161, 306, 320, 323	Ministre de l'Agriculture. 1966-1968.
505 AP I 39-46, 62 505 AP II 63-64, 160	Ministre de l'Education nationale. 1968-1969.
505 AP I 71 505 AP II 30, 265-267, 272, 281-282, 297, 322	Ministre des Affaires sociales. 1972-1973.
505 AP I 49 505 AP II 149, 157, 164, 328-329 505 AP I 63, 79, 82, 88 505 AP II 3, 5, 12-14, 215-216	Vie politique et élections en Franche-Comté. 1946-1962. Député du Jura, 1946-1958, puis du Doubs, 1967-1980.
505 AP II 220-221, 226-227, 273, 284	Président de l'Assemblée nationale. 1973-1977.
505 AP II 114	Président du conseil général du Jura. 1949-1963.
505 AP II 299	Maire de Port-Lesney (Jura). 1971-1977.
505 AP II 25, 29, 75-77, 100-101, 105-107, 110, 127, 131, 154, 162-163, 188, 191-192, 228, 292	Président du Comité d'expansion économique de Franche-Comté et du territoire de Belfort, 1951, puis de la Commission de développement économique régionale de Franche-Comté, 1964-1973.

- 505 AP I 4  
505 AP II 72, 74, 78, 80, 298
- Président de la Commission UNESCO sur l'éducation. 1971-1972.
- 505 AP I 61, 74  
505 AP II 62, 105, 123, 150-151, 158-159, 165, 168, 172, 174, 189, 193-194, 196, 199-200, 203, 205, 208-214, 223-224, 229-264, 274-276, 279, 283, 288-289, 291, 293-294, 300-301, 321, 331-333
- Correspondance passive et active, notamment demandes d'interventions. 1946-1973.
- 505 AP I 1-3, 59, 63-66, 69, 83, 85-87  
505 AP II 19, 22, 31, 34-36, 41, 47, 53-54, 61, 73, 96-97, 102-103, 111, 113, 126, 144, 178-179, 278, 286-287, 295-296, 303-305, 308-319
- Ouvrages, discours, conférences, articles, interviews.
- 505 AP I 47, 53, 56, 60, 72, 75-76, 80, 84, 89  
505 AP II 4, 15-17, 20, 23, 38, 50, 55-57, 61bis, 67-69, 86-89, 92, 108-109, 111, 112, 117, 120, 132-135, 137-142, 145-148, 204, 217-219, 225, 269-271, 302-303, 325-327, 339
- Documentation, publications, coupures de presse.
- 505 AP II 195
- Bandes, cassettes audiovisuelles.
- 505 AP I 55-58  
505 AP II 69, 195bis, 201-202
- Photographies.

*Bibliographie :*

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 788.  
FAURE (Edgar), *Mémoires*, Paris : Plon, 1982.

**500 AP**  
**Fonds Giscard d'Estaing**

*Dates extrêmes :* 1969-1981

*Importance matérielle :* 44 cartons (500 AP 1-44), 6 mètres linéaires

*Modalités d'entrée :* dépôt, 8 juillet 1981

*Conditions d'accès :* sur autorisation

*Instrument de recherche :* rép. num. dact., par S. Nicolas, 1988, V-14 p.

*Notice biographique :*

Enarque, polytechnicien, inspecteur des Finances (1954), attaché puis conseiller dans les cabinets Edgar Faure, Valéry Giscard d'Estaing (né en 1926) a été nommé secrétaire d'Etat aux Finances (1959-1962) puis ministre des Finances et des Affaires économiques (1962-1966). Il a été l'instigateur du plan de stabilisation de 1963 (restriction des crédits, blocage des prix, contrôle des changes) pour enrayer l'inflation. Ayant quitté le Centre national des indépendants passé à l'opposition, il a fondé la

Fédération nationale des républicains indépendants, alliée à la majorité gaulliste, qu'il a présidée de 1966 à 1974. Ministre de l'Economie et des Finances (1969-1974) sous la présidence de Georges Pompidou, il est devenu président de la République en mai 1974, élu par 50,81 % des voix contre François Mitterrand. Battu par François Mitterrand en mai 1981, président du Conseil régional d'Auvergne (1986) et de l'U.D.F. (1988-1996), favorable à l'Union économique et politique de l'Europe, il a dirigé la liste commune U.D.F.-R.P.R. lors des élections européennes de 1989. Parlementaire européen (1989-1993), président du conseil régional d'Auvergne depuis 1986, il est aussi député du Puy-de-Dôme depuis 1956.

*Présentation du contenu :*

- 500 AP 1-44 Archives de la campagne présidentielle de 1981.
  - 1-6 Déclaration de candidature. Moyens et organisation de la campagne.
  - 7-22 Propagande électorale.
  - 23-44 Regards sur la campagne : l'opinion, les autres candidatures.

*Sources complémentaires :*

Le Centre historique des Archives nationales conserve, sous la cote 5 AG 3, les archives de Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, de mai 1974 à mai 1981.

Ont été également versées aux Archives nationales les archives personnelles de Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'Economie et des Finances, puis ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances (22 juin 1969-27 mai 1974) et celles de Jean Serise, directeur de cabinet du ministre de juin 1969 à septembre 1970, puis chargé de mission de septembre 1970 à avril 1972, de Xavier Gouyou-Beauchamps, conseiller technique responsable de l'information, de François Polge de Combret, conseiller technique chargé de la politique des revenus, de l'aménagement du territoire, des transports et de la politique industrielle, et de Philippe Sauzay, qui suivait les problèmes des collectivités locales.

*Bibliographie :*

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 932-933.

**331 AP**  
**Fonds Pierre-Olivier Lapie**

*Dates extrêmes :* 1946-1970

*Importance matérielle :* 4 cartons (331 AP 1-4), 0,45 mètres linéaires

*Modalités d'entrée :* don de monsieur Pierre-Olivier Lapie, 1972-1991

*Conditions d'accès :* libre

*Instrument de recherche :* rép. num. dact. par S. d'Huart et A. Ducrot, 1973 et 1991, 6 p.

*Notice biographique :*

Docteur en droit, avocat au barreau de Paris de 1925 à 1967, Pierre-Olivier Lapie (1901-1994) fut élu en 1936 député U.S.R. (Union socialiste et républicaine) de Nancy. Mobilisé en 1939, il participa à la campagne de Norvège, rejoignit le général de Gaulle à Londres le 20 juin 1940 et devint directeur des affaires extérieures de son cabinet en juillet. Gouverneur du Tchad de 1940 à 1942, il fut ensuite membre de l'Assemblée consultative d'Alger en 1943 puis de Paris en 1944.

Rejoignant le parti S.F.I.O. (Section française de l'Internationale ouvrière) après la guerre, il fut élu sous cette étiquette député de Meurthe-et-Moselle jusqu'en 1958. Il entra au gouvernement comme sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, du 16 décembre 1946 au 16 janvier 1947. Ministre de l'Education nationale du 12 juillet 1950 au 10 juillet 1951, il créa la première commission sur le problème des rapports entre l'enseignement privé et l'enseignement public, présidée par Joseph Paul-Boncour.

Délégué aux Nations-Unies (ONU) de 1947 à 1954, au Conseil de l'Europe de 1949 à 1956, à l'Assemblée dite " Commune " contrôlant la CECA (Communauté européenne du charbon et de

l'acier) de 1956 à 1958 et à l'Assemblée parlementaire européenne en 1958, il fut président de la délégation française à l'Unesco en 1951 et 1956. De 1956 à 1958, il fut vice-président de l'Assemblée nationale.

En 1959, il devint président de la nouvelle Commission chargée de l'étude des rapports entre l'Etat et l'enseignement privé, préalable à la loi Debré. De 1959 à 1967, il fut membre français de Haute-Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. A ce titre, il fut président du Comité inter-exécutif européen de l'énergie de 1960 à 1967. De 1968 à 1978, il fut président de la Commission interministérielle pour les questions de coopération entre la France et la République fédérale d'Allemagne.

En 1969, Pierre-Olivier Lapie fut élu membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques).

#### *Présentation du contenu :*

331 AP 1-2 Journal (1946-1958).

3 Notes manuscrites prises au Conseil des ministres (décembre 1946, juillet 1950-juillet 1951).

4 Correspondance et notes (1949-1970).

#### *Bibliographie :*

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. d'Huart et A. Ducrot.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 807.

### **502 AP Fonds Léotard**

*Dates extrêmes :* 1978-1986

*Importance matérielle :* 13 cartons (502 AP 1-13), 4,50 mètres linéaires

*Modalités d'entrée :* dépôt, 1988 ; fonds conservé au Centre des archives contemporaines de Fontainebleau (versement n° 19890259)

*Conditions d'accès :* sur autorisation

*Instrument de recherche :* bordereau de versement dact., par J.-P. Defrance, 1988, 5 p.

#### *Notice biographique :*

Maire de Fréjus (1977-1992 et 1993-1997), député du Var (1978-1992 et depuis 1997), président du Parti républicain (1982-1990 ; depuis 1995) et de l'U.D.F. (1996), François Léotard (né en 1942) a été ministre de la Culture et de la Communication (1986-1988) dans le premier gouvernement de cohabitation et il a fait voter la privatisation de la chaîne de télévision TF1. Il a été ministre d'Etat, ministre de la Défense dans le gouvernement Balladur (1993-1995).

#### *Présentation du contenu :*

502 AP 1-2 Papiers personnels. 1978-1986

2 (suite)-4 Activités politiques : U.D.F./Parti républicain. 1979-1986.

5 Député du Var. 1978-1986.

5(suite)-8 Interventions, associations. 1978-1981.

9-10 Projets de loi. 1978-1985.

11-12 Dossiers de travail de François Léotard, député, par thème : agriculture, audiovisuel, défense, économie/entreprises, éducation, emploi, environnement, Europe/C.E.E., industrie, informatique/télématique, logement/bâtiment, mer, régions, télévision. 1978-1986.

13 Activités politiques locales, mairie de Fréjus. 1978-1985.

*Sources complémentaires :*

Le fonds privé Darrason, chef de cabinet de François Léotard, ministre de la Culture, est conservé au Centre des archives contemporaines de Fontainebleau (dépôt, 30 mai 1988, versement n° 19890260). Les archives du cabinet de François Léotard, ministre de la Défense de 1993 à 1995, sont conservées au Service historique de l'armée de terre, où elles ont été versées sous la forme d'un dépôt privé (1K 715).

*Bibliographie :*

*Who's who*, 2000, p.1091.

**571 AP**  
**Fonds Joël Le Theule**

*Dates extrêmes :* 1950-1980

*Importance matérielle :* 40 cartons (571 AP 1-40), 8 mètres linéaires

*Modalités d'entrée :* legs de monsieur Joël le Theule, 1981

*Conditions d'accès :* sur dérogation

*Instrument de recherche :* état somm. dact., par C. Sibille, 2000, 13 p.

*Notice biographique :*

Ministre des Départements et Territoires d'outre-mer du 31 mai au 12 juillet 1968, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'information, du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969, Joël Le Theule (1930-1980) devint, en avril 1978, ministre des Transports dans le troisième gouvernement Barre. Sa promotion au ministère de la Défense, où il avait la charge de préparer la loi de programmation militaire 1980-1982, fut de courte durée : il mourut d'une crise cardiaque deux mois plus tard. Maire de Sablé-sur-Sarthe de 1959 à 1980, député de la Sarthe de 1958 à 1968 et de 1969 à 1978, Joël le Theule avait présidé à plusieurs reprises la commission de la Défense nationale et des forces armées à l'Assemblée nationale.

*Présentation du contenu :*

571 AP 19, 25- 33, 35-40  
Secrétaire d'Etat chargé de l'Information. 1968-1969.

18 Ministre des Transports. 1978-1980.

1-14, 16-17, 20-24, 34 Député de la Sarthe et membre de la commission parlementaire de la Défense nationale et des forces armées.

15 Conseiller général de Sablé-sur-Sarthe.

*Bibliographie :*

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 954.

**445 AP**  
**Fonds André Marie**

*Dates extrêmes :* 1938-1955

*Importance matérielle :* 39 cartons (445 AP 1-39), 4,20 mètres linéaires

*Modalités d'entrée :* don de madame Claude Papeloux, 1982-1983

*Conditions d'accès :* sur autorisation jusqu'en 2009

*Instrument de recherche* : rép. num. dact., par Ch. de Tourtier-Bonazzi, 1983, 9 p.

*Notice biographique* :

Avocat et député radical à 31 ans, André Marie (1897-1974) entre au gouvernement comme sous-secrétaire d'Etat auprès d'Albert Sarraut qui le charge particulièrement des affaires d'Alsace-Lorraine. Il n'occupe que quelques mois ce poste et retrouve un portefeuille semblable, pendant quelques jours, auprès du président Daladier, avant de devenir le représentant de la France à la Société des Nations. Déporté à Buchenwald à la fin de la Seconde Guerre mondiale, il est ensuite membre des deux Assemblées constituantes. Sous la IV<sup>e</sup> République, il est d'abord garde des Sceaux et a la responsabilité des derniers procès en Haute Cour des collaborateurs. Auriol l'appelle au gouvernement en remplacement de Schuman, le 27 juillet 1948, mais il est obligé de démissionner le 27 août suivant. Il accepte la vice-présidence du cabinet Queuille et est ensuite nommé à la Justice où il refuse de poursuivre les communistes à la suite des grèves minières de 1948, puis à l'Education nationale, d'août 1951 à juin 1954. André Marie fut également député de la Seine-Maritime de 1946 à 1962 et maire de Barentin (Seine-Maritime) de 1945 à 1974.

*Présentation du contenu* :

- 445 AP 1-36 Ministère de la Justice. 23 janvier 1947-19 juillet 1948 et 12 septembre 1948-13 février 1949.
- 37 Présidence du Conseil. 27 juillet-28 août 1948.
- 38 Légion d'honneur : dossiers de propositions. 1948-1949.
- 39 Divers. Conférences et discours d'André Marie. Photographies. 1948-1955.

*Sources complémentaires* :

La correspondance parlementaire d'André Marie ainsi que les dossiers relatifs à son mandat de député de Seine-Maritime sont conservés aux Archives départementales de Seine-Maritime sous la cote 79 J.

*Bibliographie* :

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 535, 818.

## **518 AP**

### **Fonds Marcel-Edmond Naegelen**

*Dates extrêmes* : 1939-1966

*Importance matérielle* : 14 cartons (518 AP 1-14), 2,1 mètres linéaires

*Modalités d'entrée* : don de madame Turluer, 1991

*Conditions d'accès* : libre

*Instrument de recherche* : rép. num. dact., 4 p.

*Notice biographique* :

Normalien, Marcel-Edmond Naegelen (1892-1978) enseigna à l'école normale de Strasbourg. Il s'engagea dans la Résistance au sein du réseau Combat. A la Libération, il fut président de la Haute-Cour de justice. Elu à la S.F.I.O., il fut appelé au gouvernement de 1946 à 1948 comme ministre de l'Education nationale pour épurer et réorganiser le système scolaire français.

En 1948, il devint gouverneur général de l'Algérie en remplacement d'Yves Chataigneau, jugé sur place trop libéral. Il pratiqua d'abord une politique d'intégration et d'apaisement, retouchant le statut de 1947, réformant la filière scolaire cloisonnée entre musulmans et européens. Ce fut un échec, les concessions irritant la population pied-noir et ne satisfaisant pas les revendications des nationalistes ; Marcel-Edmond Naegelen fut rappelé en 1951. Il fut élu député des Basses-Alpes la même année. En 1953, il fut candidat à la présidence de la République et réunit 328 voix (contre 477 à René Coty), dont

celles du P.C. En 1954, il refusa le poste de résident général au Maroc et prit par la suite des positions favorables à l'Algérie française.

Membre de l'Académie des sciences coloniales, Marcel-Edmond Naegelen fut l'auteur de très nombreux ouvrages historiques.

*Présentation du contenu :*

518 AP 1 Papiers personnels.

2-4 Publications de Naegelen. 1956-1966

5 Gouverneur général de l'Algérie. Février 1948-avril 1951.

6 Mission pour l'installation en Dordogne de la population de Strasbourg évacuée. 1939.

Voyage en Algérie comme ministre de l'Education nationale. Mars 1947.

Député et conseiller général des Basses-Alpes. 1951-1958.

Candidat à la présidence de la République. 23 décembre 1953.

Membre de l'Académie des Sciences coloniales. Décembre 1952.

Zones géopolitiques et pays divers : Europe, Allemagne, Indochine, Maroc, Pologne, Sahara, U.R.S.S., Yougoslavie.

7 Dossiers thématiques.

8-11 Algérie.

12-14 Photographies.

*Bibliographie :*

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 827.

**547 AP**

**Fonds Gaston Palewski**

*Dates extrêmes :* 1901-1984

*Importance matérielle :* 172 cartons (547 AP 1-172), 24 mètres linéaires

*Modalités d'entrée :*

- 547 AP 1-147 : don de madame Palewski, 8 juillet 1992
- 547 AP 148-172 : versement du Conseil constitutionnel, 10 juillet 1992

*Conditions d'accès :*

- 547 AP 1-147 : sur autorisation
- 547 AP 148-172 : libre, sauf 547 AP 160-161, 166-170 sur dérogation

*Instrument de recherche :* état somm. dact. par C. Sibille, 2000, 13 p.

*Notice biographique :*

Diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques et d'Oxford, Gaston Palewski (1901-1984) est d'abord attaché auprès du maréchal Lyautey, résident général au Maroc. En 1934, son destin croise pour la première fois celui de De Gaulle, dont il diffuse l'idée nouvelle de créer les corps autonomes de blindés dans l'armée ; il travaille alors près de Paul Reynaud dont il dirige le cabinet jusqu'en 1939.

Gaston Palewski s'engage en 1940 dans l'armée de l'air ; il dirige les Forces françaises libres dans l'Est africain en 1941 et 1942. Il devient ensuite directeur des affaires politiques, chargé des territoires non libérés, préparant et mettant en œuvre le retour à une administration purement française (et parisienne) dans les territoires qui se libèrent peu à peu.

En 1947, il est de l'équipe des fondateurs du Rassemblement du peuple français. Membre du conseil de direction du R.P.F., il est député du 6<sup>e</sup> secteur de la Seine (1951-1955) et vice-président de l'Assemblée nationale (1953-1955). En février 1955, Gaston Palewski accepte d'entrer dans le cabinet Faure comme ministre délégué à la présidence du Conseil, pour s'occuper des Affaires atomiques et du Sahara, ainsi que de la coordination de la Défense nationale, mais il démissionne avec tous les ministres

gaullistes en octobre, après avoir lancé le deuxième plan atomique français. Il part alors comme ambassadeur à Rome (1957-1962) ; il en profite pour restaurer le palais Farnèse, s'intéressant par ailleurs à la restauration de Venise et de Florence. En 1962, Georges Pompidou lui propose les affaires scientifiques, atomiques et spatiales. Ministre d'Etat, chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales (1962-1965), il développe la coopération internationale, organise la collaboration entre l'industrie et la recherche et crée la base de Kourou en Guyane. En 1965, le général de Gaulle le nomme président du Conseil constitutionnel. Il occupe cette fonction jusqu'en 1974.

*Présentation du contenu :*

547 AP 1-2 Papiers personnels.

1 Directeur du cabinet de Paul Reynaud. 1930-1931.

10 Directeur du cabinet du général de Gaulle. 1946.

3-9, 13, 45, Ministre délégué à la présidence du Conseil. Février-octobre 1955.  
160-161

12, 56-68, 76, Ambassadeur de France en Italie. 1957-1962.  
162-164

55, 69-75, 166-170 Ministre d'Etat, chargé de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales. décembre 1962-février 1965.

77 Président du Conseil constitutionnel. Mars 1965-mars 1974.

53, 78-99, 164-165 Député du 6<sup>e</sup> secteur de la Seine et fondateur du R.P.F. 1951-1955.

12, 44, 76, 79 Vice-président de l'Assemblée nationale. 1953-1955.

132 Agendas. 1945-1964.

18, 47, 94-95, Correspondance. 1945-1965.  
100-119, 172

120-131, 171 Articles et discours de Gaston Palewski. 1948-1957.

133-146 Invitations, vœux et félicitations. 1950-1973.

- 3-16, 18-37, Documentation et coupures de presse.
- 41-43, 46, 48- - Guerre d'Indochine et Corée. 1949-1954.
  - 50, 52, 54-55, - Afrique du Nord. 1954-1961.
  - 67, 148-149 - Europe de l'Ouest, Allemagne, C.E.C.A. et C.E.D. 1945-1957.
  - Europe de l'Est et bloc communiste. 1954-1955.
  - Etats-Unis. 1954-1957.
  - Proche-Orient et Egypte. 1951.
  - Renseignements sur différents continents et pays.
  - Organisation des Nations-Unies. 1948.
  - Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. 1949-1957.
  - Union de l'Europe occidentale. 1954-1957.

- Accords internationaux : armement, désarmement et neutralisme. 1957-1961.

147 Photographies.

*Bibliographie :*

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 828, 971.  
PALEWSKI (Gaston), *Mémoires d'action, 1924-1974*, Paris : Plon, 1988.

**560 AP**  
**Fonds Pleven**

*Dates extrêmes :* 1915-1988

*Importance matérielle :* 65 cartons (560 AP 1-65), 8 mètres linéaires

*Modalités d'entrée :* dons de madame Michel Worms de Romilly, 1994-2001

*Conditions d'accès :* sur autorisation, sauf 560 AP 40, 42, 43, 48 et 50 sur dérogation

*Instrument de recherche :* *Papiers René Pleven. 560 AP. Inventaire*, par A. Callu, 1995, 63 p.  
(Archives nationales)

*Notice biographique :*

Etudiant en droit, René Pleven (1901-1993) milite à l'Action française. Après avoir obtenu son diplôme de l'Ecole libre des sciences politiques, il échoue au concours de l'inspection des Finances. Il oriente alors sa carrière vers l'industrie, où, grâce à Jean Monnet, il devient de 1929 à 1939 directeur général pour l'Europe de la firme américaine Automatic Telephone Company, établie en Angleterre. Mobilisé, il revient en France puis est nommé chef adjoint de la mission française de l'Air aux Etats-Unis. En 1940, il est membre du Comité de coordination des achats d'armement. Il se rallie à de Gaulle qui, dès la fin de juillet 1940, lui confie la direction du service des Affaires extérieures et coloniales. Il est envoyé en mission aux Etats-Unis en août 1941. Lors de la fondation du Comité national français (C.N.F.), René Pleven est nommé responsable du secteur Economie, Finances et Colonies. Commissaire aux Colonies dans le Comité français de la Libération nationale (C.F.L.N.) dès juin 1943, il préside en janvier 1944 la conférence africaine de Brazzaville. A la Libération, René Pleven conserve le ministère des Colonies, puis devient ministre des Finances, jusqu'au départ de De Gaulle en janvier 1946. René Pleven revient au gouvernement en 1949, en acceptant le ministère de la Défense nationale que lui offre Georges Bidault. Il occupe à nouveau ce ministère de mars 1952 à juin 1954, après avoir été président du Conseil du 13 juillet 1950 au 28 février 1951 puis du 11 août 1951 au 7 janvier 1952. Ministre de la Défense nationale lors de la chute de Diên Biên Phu le 7 mai 1954, il ne retrouve un ministère qu'en 1958, dans le gouvernement Pflimlin où les Affaires étrangères lui échoient pour quelques jours. Partisan du "oui" au référendum de 1958, il provoque avec Eugène Claudius-Petit une scission de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (U.D.S.R.) contre François Mitterrand, son rival.

A partir de 1969, René Pleven occupe le ministère de la Justice dans les gouvernements Chaban-Delmas et Messmer, avant de démissionner, le 17 mars 1973, après avoir subi un échec lors des élections législatives. Constamment réélu député des Côtes-du-Nord sous la IV<sup>e</sup> puis sous la V<sup>e</sup> République jusqu'à son échec de mars 1973, René Pleven a aussi été directeur du journal *Le Petit Bleu des Côtes-du-Nord*, président du Centre d'études et de liaison des intérêts bretons (1951-1972), président du Conseil général des Côtes-du-Nord (1948-1976) et président du conseil de la région de Bretagne (1974-1976).

*Présentation du contenu :*

560 AP 1-22 Papiers personnels.

1-4 Agendas. 1935-1986.

5 Carnets d'adresses. 1940-1973.

- 6 Jeunesse. 1915-1925.
- 7-14 Discours et déclarations. 1943-1990.
- 15 Interviews. 1963-1989.
- 16 Correspondance, notes, articles et hommages. 1940-1993 et sans date.
- 17-20 Caricatures. 1950-1954.
- 21-22 Photographies. 1920-1984 et sans date.
- 23-55 René Pleven au service de l'Etat.
  - 23-25 La " drôle de guerre " et les débuts de la France libre. 3 septembre 1939-septembre 1941.
  - 26 Vice-président et commissaire à l'Economie, aux finances, aux colonies, à la marine marchande et aux Affaires étrangères du Comité national de Londres. 24 septembre 1941-3 juin 1943.
  - 27-30 Commissaire aux Colonies puis ministre des Colonies au Comité français de la Libération nationale d'Alger et de Paris et au Gouvernement provisoire de la République française. 3 juin 1943-16 novembre 1944.
  - 31-38 Ministre de l'Economie nationale et des Finances au Gouvernement provisoire de la République française. 16 novembre 1944-26 janvier 1946.
  - 39-40 Ministre de la Défense nationale. 28 octobre 1949-12 juillet 1950.
  - 41-47 Président et vice-président du Conseil. 12 juillet 1950-20 janvier 1952.
  - 48-52 Ministre de la Défense nationale. 8 mars 1952-19 juin 1954.
  - 53 Crises gouvernementales de 1957 et 1958.
  - 54 Garde des Sceaux. 22 juin 1969-17 mars 1973.
  - 55 Vie politique après 1973.
- 56-64 Président de l'U.D.S.R., député des Côtes-du-Nord, membre du Parlement européen.
  - 56-62 Représentant du peuple aux assemblées. 1945-1988.
  - 63-64 Activités intéressant la Bretagne. 1941-1986.

#### Supplément :

- 65 - Photographies du procès du capitaine Dreyfus par le conseil de Guerre, Rennes, septembre 1899, par Jules Pleven, lieutenant au 41<sup>e</sup> régiment d'infanterie chargé de la garde, 7 photographies.
  - Madame René Pleven : correspondance au titre des œuvres sociales pendant la guerre et à la Libération. 1940-1946.
  - René Pleven : correspondance de jeunesse (1923-1929) ; correspondance échangée avec sa mère (1944-1950) ; sortie du séquestre de ses biens à la Libération (1944-1946).

#### *Sources complémentaires :*

Il convient de se reporter à l'entretien avec René Pleven sur la construction européenne (Centre historique des Archives nationales, 6 AV 9-10) et au fonds de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (Centre historique des Archives nationales, 412 AP).

Voir également, dans les fonds ministériels du Centre des Archives d'outre-mer d'Aix-en-Provence, le fonds du cabinet Pleven, commissaire aux Colonies de juin 1943 à novembre 1944 (FOM 12-72).

Voir, dans la série W des Archives départementales des Côtes-d'Armor, les versements effectués par la préfecture.

Voir au ministère des Finances, en plus des cartons relatifs à l'époque de la France libre et du Gouvernement provisoire de la République française (G.P.R.F.), le petit fonds privé de René Pleven (5 A 7-12).

#### *Bibliographie :*

Informations extraites de *Papiers René Pleven. 560 AP. Inventaire*, par A. Callu.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 720.

BOURGEARD (Christian), *René Pleven. Un Français libre en politique*, Rennes : Presse universitaires de Rennes, 1994, 473 p.

## **580 AP** **Fonds Christian Pineau**

*Dates extrêmes* : 1929-1993

*Importance matérielle* : 24 cartons (580 AP 1-24), 2 mètres linéaires

*Modalités d'entrée* : don de monsieur Christian Pineau, 1993-1998

*Conditions d'accès* : sur autorisation

*Instrument de recherche* : rép. num. dact. par P. Gillet, 1999, 25 p.

### *Notice biographique :*

Après avoir occupé diverses fonctions dans la banque (Banque de France et Banque de Paris et des Pays-Bas), Christian Pineau (1904-1995) devient chef de cabinet de son beau-père Jean Giraudoux, au commissariat à l'information, en 1939. Christian Pineau est également, de 1936 à 1939, secrétaire de la fédération des employés C.G.T. et secrétaire du Conseil économique de la C.G.T. Haut fonctionnaire au ministère du Ravitaillement jusqu'en septembre 1942, il est alors arrêté pour faits de résistance, s'évade, passe à Londres, mais, repris, est déporté à Buchenwald. A la Libération, il milite à la S.F.I.O., défendant une ligne conciliante à l'égard du Parti communiste et de l'union de la gauche. Membre des deux assemblées constituantes (1945-1946) et député de la Sarthe (1946-1958), il préside la commission des finances de l'Assemblée nationale de 1945 à 1947. Il est ministre du Ravitaillement dans le gouvernement du général de Gaulle, en 1945, puis ministre des Travaux publics et des Transports du 24 novembre 1947 au 5 septembre 1948. Son arrivée aux Finances, le 5 septembre 1948, fait chuter en six jours le cabinet Schuman. Il est désigné président du Conseil pour succéder à Pierre Mendès-France en février 1955, mais les communistes, méfiants à l'égard de cet européen convaincu, refusent de lui accorder leur soutien, et sa candidature échoue au profit de celle d'Edgar Faure. Ministre des Affaires étrangères du 1<sup>er</sup> février 1956 au 14 mai 1958, il lance la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) et prépare l'opération du canal de Suez, en collaboration avec ses collègues britanniques et israéliens. C'est également lui qui règle la cession des établissements français en Inde (avril 1956). Christian Pineau fut ensuite président-directeur général de France-Villages et de France-Motels (1963-1970).

### *Présentation du contenu :*

- 580 AP 1-8 Activités de Christian Pineau dans le secteur bancaire et premiers engagements syndicaux. 1929-1968.
- 9-10 Commissariat général à l'information. 1939-1940.  
Résistance et déportation. 1942-1945.
- 11 Ministère du Ravitaillement. 1945.  
Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme. 1947-1950.
- 12-16 Ministère des Affaires étrangères. 1956-1958.
- 17-18 Engagement socialiste et mandats électifs.  
Liens avec le département de la Sarthe. 1945-1989.
- 19-20 Articles, discours, conférences et interventions. 1951-1993.
- 21-24 Collection de photographies. 1939-1991.

### *Bibliographie :*

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 832.

**491 AP**  
**Fonds Edgard Pisani**

*Dates extrêmes* : 1945-1992

*Importance matérielle* : 63 cartons (491 AP 1-63), 8,80 mètres linéaires

*Modalités d'entrée* : dépôt, 1988-1996

*Conditions d'accès* : sur autorisation

*Instrument de recherche* : rép. num. dact., par C. Sibille, 2000, 9 p.

*Notice biographique* :

Né le 9 octobre 1918 à Tunis, Edgard Pisani a fait ses études de droit et de lettres à Paris. Il a débuté sa carrière comme sous-préfet et est devenu en 1944, chef puis directeur adjoint du cabinet du Préfet de police (1945). En 1946, il a été nommé directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, préfet de la Haute-Loire et directeur de cabinet du ministre de la Défense nationale. Il est devenu préfet de la Haute-Marne en 1947, et s'est trouvé en disponibilité à partir de 1953 pour exercer ses fonctions de sénateur de la Haute-Marne (1954-1961 puis 1974-1981), ministre de l'Agriculture (cabinets Michel Debré, 1961-1962 et Georges Pompidou, 1962-1966), ministre de l'Équipement (troisième cabinet Georges Pompidou, 1966-1967), ministre de l'Équipement et du Logement (quatrième cabinet Georges Pompidou, 1967).

Il a donné sa démission de membre du gouvernement en avril 1967, pour devenir, entre autres, député de Maine-et-Loire, puis président du conseil national des économies régionales (1967-1971). Il a été également maire de Montreuil-Bellay de 1965 à 1975. Dans les années 1980, il a été membre de la commission des communautés européennes (à partir de 1981), député du parlement européen et commissaire au développement, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie et dépendances (1984-1985) et, enfin, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie en 1985. Il a été également président du centre euro-arabe de prospective méditerranéenne, devenu Institut du monde arabe, de 1988 à 1995. Il est l'auteur notamment de *La Région : pour quoi faire* (1969), *Socialiste de raison* (1978), *Pour l'Afrique* (1988) et *Persiste et signe* (1992).

*Présentation du contenu* :

- 491 AP 1-2 Carrière administrative (directeur du cabinet du Préfet de police de Paris et préfet de la Haute-Marne). 1945-1954.
- 3-8 Ministre de l'Agriculture.
- 9-10 Ministre de l'Équipement. 1965-1967.
- 11-28 Mandats électifs.
  - 11-16 Sénateur de la Haute-Marne. 1954-1961.
  - 17-18 Elections législatives de 1967.
  - 19 Député de Maine-et-Loire. 1967-1969.
  - 20-28 Député du Parlement européen et commissaire au développement. 1960-1984.
- 29-31 Centre euro-arabe de prospective méditerranéenne. 1986-1991.
- 32-33 Agendas. 1984-1992.
- 34-37 Correspondance active et passive. 1976-1981.
- 38-50 Revues et articles de presse.
- 51-62 Manuscrits d'ouvrages.
- 63 Photographies.

*Sources complémentaires* :

Quelques dossiers contenant des notes, des rapports et de la correspondance d'Edgard Pisani adressés au président de la République (1985-1992) sont conservés au Centre historique des Archives nationales sous la cote 5 AG 4 /EP 1-19.

*Bibliographie :*

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 976.

**555 AP**  
**Fonds Georges Pompidou**

*Dates extrêmes :* 1962-1969

*Importance matérielle :* 9 cartons (555 AP 1-9), 1 mètre linéaire

*Modalités d'entrée :* dépôt, 1995

*Conditions d'accès :* sur autorisation

*Instrument de recherche :* rép. num. dét. dact., par S. Bula, 10 p., 1991

*Notice biographique :*

Normalien et agrégé de lettres, proche collaborateur du général de Gaulle, Georges Pompidou (1911-1974) entra à la Banque Rothschild dont il devint directeur général de 1956 à 1962. Il dirigea le cabinet du général de Gaulle de juin 1958 à janvier 1959 et fut nommé Premier ministre en remplacement de Michel Debré le 14 avril 1962. Il remit la démission de son gouvernement en octobre 1962 après le vote d'une motion de censure par l'Assemblée nationale, qui fut dissoute par le général de Gaulle. A la suite de la victoire électorale de l'Union pour la nouvelle république, il fut maintenu dans ses fonctions de Premier ministre. Lors des événements de mai 1968, son cabinet signa avec les principales centrales syndicales les accords de Grenelle (fin mai). Après l'écrasante victoire de la majorité UDR aux législatives de juin 1968 qui suivirent la dissolution de l'Assemblée, il fut placé, selon l'expression du général de Gaulle, "en réserve de la République" et remplacé à Matignon par Maurice Couve de Murville (juillet 1968). A la suite du départ du général de Gaulle, Georges Pompidou, qui avait été élu député du Cantal, se présenta à l'élection présidentielle et fut élu au second tour, le 15 juin 1969. Georges Pompidou mourut avant la fin de son mandat.

*Présentation du contenu :*

555 AP 1-9 Feuilles d'audience de Georges Pompidou, Premier ministre. 1962-1968.

Notes autographes de Georges Pompidou. 1962-1969.

Lettres et notes adressées à Georges Pompidou. 1962-1969.

Coupures de presse. 1962-1969.

Pièces diverses. 1962-1969.

*Sources complémentaires :*

Voir aussi les archives de la présidence de la République (5 AG) : *Archives de la présidence de la République. V<sup>e</sup> République. Georges Pompidou, 19 juin 1969-2 avril 1974*, par S. Bula, J. Irigoien, C. Obert, 1996, 272 p.

*Bibliographie :*

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 978.

**449 AP**  
**Fonds Louis Terrenoire**

*Dates extrêmes :* 1929-1982

*Importance matérielle :* 170 cartons (449 AP 1-170), 22 mètres linéaires

*Modalités d'entrée* : dons de la famille Terrenoire, 1989-1993, et de madame Georgette Elgey, 1992-1994

*Conditions d'accès* : sur autorisation

*Instrument de recherche* : rép. num. dact. (449 AP 1 et 2), par Ch. de Tourtier-Bonazzi et N. Gastaldi, 1983 et 1991, 2 p. ; récol. dact. (449 AP 1 à 170), par C. Sibille, 2000, 11 p.

Journaliste à *L'Aube* puis à *Carrefour*, Louis Terrenoire (1908-1992) dirigea à l'Office de Radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) les informations et le journal télévisé en 1958. Venu de la Résistance et de la démocratie chrétienne, adhérent du RPF dès l'origine, partisan d'une politique libérale en Algérie, Terrenoire fut député de l'Orne de 1946 à 1951 et de 1958 à 1973 et président du groupe UNR de l'Assemblée en 1959. Il fut ministre de l'Information du 5 février 1960 au 24 août 1961. Exécutant des conceptions gaullistes en matière d'information, il maintint un strict contrôle sur l'ORTF, en exclut les communistes et mobilisa l'opinion lors du putsch des généraux (avril 1961). Cette action lui valut d'être délégué auprès du Premier ministre (1961-1962). Destiné à assumer le secrétariat général de l'UNR (mai-décembre 1962), il n'intégra pas le ministère Pompidou. Européen convaincu, Louis Terrenoire fut successivement représentant de la France au Parlement européen de 1962 à 1973, vice-président du Parlement européen de 1967 à 1973, président (1959-1973) puis vice-président d'honneur du comité français de l'Union paneuropéenne. Il a laissé des écrits sur de Gaulle : *De Gaulle et l'Algérie : De Gaulle vivant* (1971), *De Gaulle 1947-1954 : du RPF à la traversée du désert* (1981), *De Gaulle, Israël et les Palestiniens* (1989).

*Présentation du contenu :*

- 449 AP 1-28 Papiers personnels et fonctions privées.
  - 1-3 Affaires privées.
  - 4-5, Louis Terrenoire, journaliste. 1929-1939, 1941-1982
  - 13-19
  - 6-12 Période de guerre. 1941-1944.
  - 20-28 L'Association de solidarité franco-arabe. 1952-1978.
- 449 AP 29-54 Louis Terrenoire, directeur de l'O.R.T.F. (1958), ministre de l'Information (5 février 1960-24 août 1961) et ministre délégué auprès du Premier ministre (24 août 1961-14 avril 1962).
- 449 AP 55-124 Fonctions électives (locales, nationales et européennes).
  - 55-58 Député M.R.P. de l'Orne. 1946-1951.
  - 59-62 Candidat aux législatives dans les Côtes-du-Nord et en Seine-et-Oise. 1951-1956.
  - 63-97 Député R.P.F. de l'Orne. 1958-1973.
  - 98-105 Député européen. 1962-1973.
  - 106-112 Membre (1947) puis secrétaire général du RPF/RPR. 1946-1972.
  - 113-118 Maire de Ceaucé (Orne).
  - 119-124 Membre de diverses commissions départementales de l'Orne comme maire et député.
- 449 AP 125-154 Manuscrits inachevés et dossiers de documentation. 1956-1982.
- 449 AP 155-167 Famille alliée.
  - 155-161 Papiers du docteur Georges Collet, oncle maternel de Louis Terrenoire.
  - 162-167 Association "L'Ain à Paris", société d'histoire des originaires de l'Ain, dont le docteur Collet était animateur.
- 449 AP 168-169 Archives de Louis Terrenoire données par Georgette Elgey. 1948-1954.
- 449 AP 170 Correspondance personnelle de Marie-Odile Terrenoire, sa fille. 1968-1973.

*Sources complémentaires :*

Le cahier des procès-verbaux du Comité de rédaction de *l'Aube* (16 janvier 1933-4 avril 1935) ainsi que huit cahiers de *Souvenirs* de Louis Terrenoire (23 août 1947-9 juin 1969) ont été microfilmés sous la cote 582 Mi.

*Bibliographie :*

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 1000.